

## **L'Algérie dans l'obligation de présenter des projets au FEM**

À l'initiative du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, le dialogue national sur le 6e programme de financement alloué pour l'Algérie par le Fonds pour l'environnement mondial se tient, depuis hier, à Alger. Ce fonds reste la principale source de financement des projets d'amélioration de l'état environnemental du globe. De ce fait, l'Algérie est dans l'obligation de présenter des projets pour les 12,5 millions de dollars que le fonds a débloqués pour le secteur de l'environnement. À cette somme, qui représente les domaines "stars", s'ajoutent près de 10 autres millions de dollars alloués à des domaines "non-stars". La question est de savoir, d'abord, combien de budgets a consommé l'Algérie depuis 10 ans, car un programme du FEM a une durée de deux ans, et cette année, il est à son 6e programme. Les experts internationaux conviés à l'occasion, ont tous émis le vœu de voir l'Algérie "présenter des projets pour bénéficier de ce financement". Lors de son discours d'ouverture, Abdelouahab Nouri, ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, qui a délégué le secrétaire général du ministère, El-Hadj Belkateb, pour lire sa contribution aux travaux du dialogue, a expliqué que l'Algérie a bénéficié, depuis les années 1990, "de plusieurs programmes et projets, de nature et dimensions diverses, pour un montant global de plus de 100 millions de dollars". "Les projets ont été réalisés, a ajouté le ministre, en partenariat avec les agences onusiennes, principaux partenaires pour la mise en œuvre de ces activités et projets nationaux et régionaux." Pour le 6e programme, le ministre a précisé que les 1 205 millions de dollars pour cette période sont répartis sur trois principaux axes, à savoir les changements climatiques, la biodiversité et la dégradation des sols. Il a indiqué, par ailleurs, qu'au cours de la rencontre d'hier et qui se poursuit aujourd'hui, il est question, notamment, de "comprendre les orientations stratégiques et les procédures du Fonds pour l'environnement mondial et de discuter de la politique nationale de l'environnement et du développement durable". Ibrahima Sow, représentant du FEM ainsi que Mme Christina Amaral, coordinatrice du Système des Nations unies en Algérie, ont relevé "la nécessité de faire face aux défis environnementaux qui s'imposent à l'Algérie à travers les aides du FEM", tout en exigeant "une réelle volonté politique pour ce faire". Les deux invités ont abordé le volet du partenariat avec le privé dans ce domaine. À l'issue de cette rencontre, un comité intersectoriel sur l'environnement sera mis sur place.